



CTB



**Ministère
EPSP**

RAPPORT DES RESULTATS 2012 PROJET AETFP



ACRONYMES	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES)	5
1.1 FICHE PROJET	5
1.2 PERFORMANCES DU PROJET	6
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE	7
1.4 RESUME	10
2 ANALYSE DE L'INTERVENTION	11
2.1 CONTEXTE	11
2.1.1 Contexte général.....	11
2.1.2 Contexte institutionnel.....	11
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution.....	12
2.1.4 Contexte HARMO	12
2.2 OUTCOME	12
2.2.1 Analyse des progrès réalisés	13
2.2.2 Gestion des risques	15
2.2.3 Impact potentiel	20
2.2.4 Critères de qualité	20
2.3 OUTPUT 1	24
2.3.1 Analyse des progrès réalisés	24
2.3.2 Exécution budgétaire	Erreur ! Signet non défini.
2.3.3 Critères de qualité	25
2.4 OUTPUT 2	26
2.4.1 Analyse des progrès réalisés	26
2.4.2 Exécution budgétaire	Erreur ! Signet non défini.
2.4.3 Critères de qualité	27
2.5 OUTPUT 3	28
2.5.1 Analyse des progrès réalisés	28
2.5.2 Exécution budgétaire	Erreur ! Signet non défini.
2.5.3 Critères de qualité	30
2.6 OUTPUT 3	31
2.6.1 Analyse des progrès réalisés	31
2.6.2 Exécution budgétaire	Erreur ! Signet non défini.
2.6.3 Critères de qualité	32
2.7 OUTPUT 3	33
2.7.1 Analyse des progrès réalisés	33
2.7.2 Exécution budgétaire	Erreur ! Signet non défini.
2.7.3 Critères de qualité	34
2.8 OUTPUT 3	35
2.8.1 Exécution budgétaire	Erreur ! Signet non défini.
2.8.2 Critères de qualité	36
3 THEMES TRANSVERSAUX	37
3.1 GENRE	37
3.2 ENVIRONNEMENT	37

3.3	VIH/SIDA.....	38
3.4	ECONOMIE SOCIALE.....	38
3.5	DROITS DES ENFANTS.....	38
4	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	39
4.1	PLAN D'ACTION	39
4.2	ENSEIGNEMENTS TIRES	39
	<i>(Les indicateurs de l'objectif spécifique établis lors de l'élaboration du DTF, ne permettent pas de bien évaluer les résultats attendus. Une reformulation a été proposée à la SMCL par l'équipe du projet en cours de l'exécution.</i>	<i>40</i>
5	ANNEXES	41
5.1	CADRE LOGIQUE	41
5.2	APERÇU DES MORE RESULTS	41
5.3	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.4	RESSOURCES	41
5.5	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI.....	43
5.6	CADRE LOGIQUE DE L'INTERVENTION.....	44

Acronymes

A2 : Diplômé du cycle long (6 ans) d'études secondaire professionnelles
ADG : Administrateur Directeur Général
AETFP : Projet d'Appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle
AETP 1 et 2 : Projet d'Appui à l'Enseignement Technique 1 et 2
AFD : Agence Française de Développement
APC : Approche par Compétence
APEFE : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
ASHSN : Ministère des Affaires Sociales, Humanitaire et Solidarité Nationale
CAB : Cabinet
CFP : Centre de Formation Professionnelle
CI-ETFP : Commission Interministérielle de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
CPS : Centre de Promotion Sociale
CTB : Agence Belge de Développement
DGENF : Direction Générale de l'Education Non Formelle
EPSP : Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ESURS : Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et Recherche Scientifique
ETFP : Enseignement Technique et Formation Professionnelle
ETPS : Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale
FEC : Fédération des Entreprises du Congo
Gécamines : Générale des carrières des mines
ICHEC : Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales
IFCEPSP : Institut de Formation des Cadres de l'EPSP
INPP : Institut National de Préparation Professionnelle
INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IPAF : Inspecteur Principal Adjoint Formation
IPP : Inspecteur Provincial Principal
ISP : Institut Supérieur Pédagogique
ISPT : Institut Supérieur Technique et Pédagogique
JICA : Japan International Cooperation Agency
MAS : Ministère des Affaires Sociales, Humanitaires et Solidarité Nationale
MEPSP : Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
MIN : Ministère
MJS : Ministère de la Jeunesse, Sports et Loisir
ONATRA : Office National des Transports
ONEM : Office National de l'Emploi
ONG : Organisation Non Gouvernementale
PFMT : Portfolio Manager Team
Proved : Directeur Provincial
RDC : République Démocratique du Congo
SEP-Congo : Société d'Exploitation Pétrolière au Congo
SERNAFOR : Service National de Formation
SMCL : Structure Mixte de Concertation Locale
SNCC : Société Nationale des Chemins de Fer
SNEL : Société National d'Electricité
Sous-Proved : Sous-Directeur Provincial
UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNIKIN : Université de Kinshasa
UPN : Université Pédagogique Nationale
USAID : United States Agency for International Development
VVOB : Vlaamse Vereniging Voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand

1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche projet

Nom du projet	Appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle
Code du projet	RDC0710311 / NN 3004502
Emplacement	Éducation – Formation professionnelle – 11330
Budget	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution partenaire 400.000 EUR • Contribution belge 6.000.000 EUR
Institution partenaire	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP)
Date de la Convention de mise en œuvre	Date de démarrage du projet 15/112009
Durée (mois)	Durée Convention Spécifique 5 ans (durée op. de 4 ans)
Groupes cibles	<p>Bénéficiaires</p> <p><i>De façon directe :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Direction de l'ETFP du Ministère de l'EPSP ; • L'Inspection-générale adjointe chargée de l'EPSP ; • La Direction de Planification et des Statistiques Scolaires • La Direction des Programmes Scolaires et du Matériel Didactique ; • Les écoles appuyées par le projet dans les différentes provinces éducationnelles. <p><i>De manière indirecte :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les enseignants et les élèves des filières et écoles appuyées ; • Le secteur privé (entreprises publiques et privées, PME/PMI) ; • Les structures provinciales et sous provinciales de l'EPSP • Les autres Ministères impliqués dans la formation professionnelle (Santé Publique ; Affaires Sociales, Nationale ; Emploi, Travail et Prévoyance Sociale ; Enseignement Supérieur et Universitaire ; Jeunesse)
Impact ¹	Contribuer au développement économique et à la reconstruction de la République Démocratique du Congo.
Outcome	Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en RDC ainsi que l'adéquation formation – emploi dans 8 filières prioritaires : mécanique, électricité, construction, coupe-couture, commerciale & administrative, agriculture générale, vétérinaire et électronique.
Outputs	R1 : La gestion stratégique et opérationnelle dans le sous-secteur ETFP est améliorée.
	R2 : L'image des filières professionnelles et techniques est améliorée auprès des jeunes, des parents et de la société.
	R3 : Les ateliers, les salles de travaux pratiques et les locaux de documentation technique sont réhabilités et équipés pour les filières retenues dans les écoles
	R4 : Le contenu de l'enseignement et de la formation est amélioré dans les 8 filières retenues.
	R5 : L'adéquation formation - emploi est améliorée.
	R6 : La gestion des écoles appuyées est améliorée.

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

1.2 Performances du projet

Tableau logique d'intervention : Remplir sur la base des données introduites dans 2.2.4, 2.3.3, 2.4.3... (uniquement attribuer une note A, B, C ou D²).

	Effizienz	Efficacité	Durabilité
Outcome : Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en RDC ainsi que l'adéquation formation – emploi dans 8 filières prioritaires : mécanique, électricité, construction, coupe-couture, commerciale & administrative, agriculture générale, vétérinaire et électronique.	B	B	B
Output 1 : R1 : La gestion stratégique et opérationnelle dans le sous-secteur ETFP est améliorée.	B	B	B
Output 2 : R2 : L'image des filières professionnelles et techniques est améliorée auprès des jeunes, des parents et de la société.	B	B	B
Output 3 : R3 : Les ateliers, les salles de travaux pratiques et les locaux de documentation technique sont réhabilités et équipés pour les filières retenues dans les écoles	B	C	B
Output 4 : R4 : Le contenu de l'enseignement et de la formation est amélioré dans les 8 filières retenues.	A	B	B
Output 5 : R5 : L'adéquation formation - emploi est améliorée.	B	B	B
Output 6 : R6 : La gestion des écoles appuyées est améliorée.	B	B	B

² A = Très bonnes performances, B = Bonnes performances, C = Faibles performances, D = Problématique

1.3 Exécution budgétaire

	Budget total	Dépenses totales au 31/12/2012	Tx d'exécution au 31/12/2012
A Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en RDC ...	4 073 549,48	2 179 774,74	54%
01 La gestion stratégique et opérationnelle dans le sous-secteur ETFP est améliorée.	646 607,25	607 782,47	94%
101 Élaborer une carte scolaire dressant l'état des lieux du sous-secteur de l'ETFP	60 000,00	40 113,68	67%
102 Réaliser une analyse des capacités institutionnelles de l'ETFP	33 000,00	33 754,54	102%
103 Améliorer les conditions de travail des Services centraux et provinciaux impliqués dans l'ETFP .	160 276,37	166 500,57	104%
104 Appui / Consommables DETFP	14 406,00	19 569,80	136%
105 Mettre en œuvre un programme de formation pour le personnel administratif, technique et de gestion des Services centraux et provinciaux de l'ETFP.	194 775,06	183 569,13	94%
106 Appuyer le SIGE (EMIS) pour l'élaboration et la publication de l'annuaire statistique scolaire et d'une brochure des principaux indicateurs de l'ETFP.	145 000,00	137 185,86	95%
107 Appuyer l'élaboration d'une politique sous-sectorielle de l'ETFP et la mise en place d'une plate-forme pour l'ETFP	33 854,66	24 593,89	73%
108 Missions internationales	5 295,16	2 495,00	47%
02 L'image des filières professionnelles et techniques est améliorée auprès des jeunes, des parents et de la société	155 001,00	101 492,01	65%
201 Appuyer la rédaction, la publication et la diffusion du Bulletin « Formation, professionnalisation et emploi » de la Commission interministérielle de l'ETFP.	20 001,00	14 993,98	75%
202 Mener une campagne nationale de sensibilisation sur l'importance de l'ETFP et l'accès équitable	135 000,00	86 498,03	64%
03 Les ateliers, les salles de travaux pratiques et les locaux de documentation technique sont réhabilités et équipés...	2 435 351,91	794 702,62	33%
301 Sélection de 30 nouvelles écoles et	15 000,00	15 864,58	106%

détermination des filières à appuyer au sein de ces écoles.			
302 Identifier les besoins en matière de réhabilitation et d'équipement dans les nouvelles écoles à appuyer.	20 424,00	20 379,39	100%
303 Appuyer la mise en œuvre d'une stratégie participative des réhabilitations.	15 000,00	11 982,91	80%
304 Réhabiliter au moins 30 ateliers et 30 salles de travaux pratiques dans 30 nouvelles écoles retenues.	275 000,00	276 753,05	101%
305 Équiper au moins 30 ateliers et 30 salles de travaux pratiques dans 30 écoles.	1 600 000,00	165 942,88	10%
306 Fournir les matières d'œuvre correspondant à l'équipement et nécessaires aux exercices pratiques.	45 000,00	4 601,29	10%
307 Réhabiliter une salle de documentations et une salle de consultation dans chaque nouvelle école appuyée.	150 000,00	156 639,14	104%
308 Installer 3 ordinateurs par nouvelle école appuyée avec connexion Internet (quand cela est possible).	101 500,00	101 045,82	100%
309 Acquérir et distribuer des documents (livres techniques, livres de référence, documentations techniques).	90 000,00	10 976,22	12%
310 Former deux gestionnaires de documentation par nouvelle école appuyée.	44 681,00	11 012,11	25%
311 Former les formateurs à l'utilisation des équipements réhabilités et/ou acquis et à leur maintenance.	50 000,00	1 013,20	2%
312 Assurer un appui minimal aux 33 écoles ayant bénéficié de l'appui de l'AETP1 et AETP2.	21 246,91	18 246,91	86%
313 Médiatiser les inaugurations des écoles techniques réhabilitées et/ou équipées.	7 500,00	245,12	3%
04 Le contenu de l'enseignement et de la formation est amélioré dans les 8 filières retenues.	577 303,32	468 320,95	81%
401 Appuyer l'élaboration des référentiels des métiers et de formation.	97 484,00	97 483,87	100%
402 Appuyer la réforme des programmes de l'ETFP dans les 8 filières retenues.	200 000,00	127 355,18	64%
403 Etude visant les opportunités environnement (voir énergie durable)	20 000,00	6 269,94	31%
404 Formation sur l'intégration des thèmes transversaux SIDA, environnement et genre dans les programmes scolaires	20 000,00	5 175,59	26%

405 Introduire expérimentalement quelques modules de nouvelles formations pour la rénovation des curricula.	1 385,04	1 948,82	141%
406 Concevoir, acquérir, produire, diffuser et employer des nouveaux matériels didactiques.	32 154,00	32 365,04	101%
407 Assurer la formation des formateurs notamment sur les nouveaux programmes élaborés.	146 451,28	146 451,28	100%
408 Assurer la formation des inspecteurs de l'ETFP pour le suivi de la formation et l'évaluation des performances.	47 829,00	47 828,62	100%
409 Organiser, suivre et évaluer les stages en entreprise ou auprès de professionnels.	12 000,00	3 442,61	29%
05 L'adéquation entre la formation et l'emploi est améliorée.	258 745,00	206 935,66	80%
501 une étude sous-sectorielle en vue (i) d'analyser les besoins en main-d'œuvre qualifiée des entreprises locales par province...	52 745,00	52 745,16	100%
502 Installer et former une unité « Formation-Emploi » au sein du corps des inspecteurs de chaque province éducationnelle.	60 000,00	58 876,65	98%
503 Appuyer cette unité dans ses interventions au niveau des écoles (animations).	90 000,00	87 408,04	97%
504 Organiser des « Journées des métiers ».	36 000,00	7 766,17	22%
505 Organiser des visites d'entreprises.	12 000,00	70,20	1%
506 Informer et impliquer les opérateurs économiques dans les formations.	8 000,00	69,44	1%
06 La gestion des écoles appuyées est améliorée.	541,00	541,03	100%
601 Former les gestionnaires des écoles à appuyer aux activités génératrices de revenus et à la gestion transparente.	541,00	541,03	100%
X Réserve budgétaire	23 079,00	0,00	0%
01 Réserve budgétaire	23 079,00	0,00	0%
01 Réserve budgétaire REGIE	23 079,00	0,00	0%
Z Moyens généraux	1 903 371,52	1 574 849,37	83%
01 Frais de personnel	1 498 513,73	1 210 192,77	81%
01 Assistance technique	835 725,00	712 497,40	85%
02 Staff national	578 352,00	414 496,69	72%

03 Ressources financières et procurement (PFMT)	84 436,73	83 198,68	99%
02 Investissements	78 308,80	67 763,52	87%
01 Véhicules	42 430,80	31 964,51	75%
02 Equipement bureau	21 804,00	21 724,70	100%
03 Equipement IT + data projecteur	14 074,00	14 074,31	100%
03 Frais de fonctionnement	180 789,17	178 130,00	99%
01 Consommables UGP	27 332,15	28 342,50	104%
02 Carburant + entretien de 3 véhicules	42 932,28	47 745,57	111%
03 Télécommunications (Internet + 4 téléphones) : équipe d'exécution conjointe	21 922,45	23 357,97	107%
04 Télécommunications (Internet + 2 téléphones): DETFP	9 600,00	5 435,31	57%
05 Autres frais de fonctionnement	79 002,29	73 248,65	93%
04 Audit et Suivi et Evaluation	145 098,82	118 890,59	82%
01 Frais de suivi du projet par équipe d'exécution conjointe + DETFP (Mission terrain, exécution) et SMCL	71 098,82	66 741,72	94%
02 Evaluations externes (à mi-parcours + finale)	60 000,00	52 148,87	87%
03 Audit local	14 000,00	0,00	0%
99 Conversion rate adjustment	661,00	-127,51	-19%
98 Conversion rate adjustment	661,00	-127,51	-19%
TOTAL	6 000 000,00	3 754 624,11	63%

1.4 Résumé

<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une stratégie sectorielle de l'ETFP au niveau du Ministère Modélisation, disponibilisation d'un annuaire emploi au niveau de la formation et mise en œuvre des stratégies adéquation formation emploi sur terrain Elaboration et mise en œuvre des curricula Réhabilitation et équipements des écoles appuyées 5EN COURS DE FINALISATION° Appui à la gestion et la rénovation des structures de gestion des écoles
--

Fonctionnaire exécution nationale ²	Fonctionnaire exécution CTB ³

LOI 2

2 Analyse de l'intervention³

2.1 Contexte

2.1.1 Contexte général

Les éléments qui ont influencé significativement au cours du déroulement de l'intervention sur la logique de l'intervention, et précisément au niveau des résultats ou de l'objectif spécifique et se trouvant en dehors de celle-là sont entre autre :

Principales évolutions dans le secteur/la région :

Le Programme Indicatif de Coopération belgo-congolais vient d'être signé. Ce plan aura, dès sa mise en œuvre en 2013 des implications sur le déploiement stratégique d'AETFP. Si à ce jour il est prématuré d'en définir les termes notons que dans un souci de pérennité des actions de coopération et de celles mise en œuvre par AETFP il aurait été souhaitable de mieux prendre en comptes ces divers acquis dans les perspectives développées par le futur PIC.

Principaux changements institutionnels depuis la formulation 2008/2009.

La Commission Interministérielle d'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle de RD Congo créée par Arrêté Ministériel trouve, petit à petit, sa place dans le paysage institutionnel de la RDC.

A ce titre, elle est désormais un important partenaire en la matière.

Le Ministère de l'EPSP a suite aux travaux de l'atelier du Stade des Martyrs de Kinshasa d'octobre 2009 (organisé avec l'appui des partenaires techniques et financiers (CTB, APEFE, UNESCO, VVOB)) défini le plan stratégique de développement du sous-secteur de l'EPSP composante ETFP. Le projet accompagne le Ministère dans l'élaboration de toutes ses stratégies, PIE ou autres dans le secteur de l'ETFP. Le Ministère a entamé un vaste processus qualitatif de fond nommé étude de transformation. Il a sollicité l'appui d'expertise technique du projet pour accompagner le travail.

Changements actuels à l'échelon du projet.

En 2008 / 2009, le gel des relations bilatérales entre la R D Congo et la Belgique expliquent le décalage entre la date prévisionnelle de début des activités et la date de début des opérations. L'ATI a été recruté et au 15/11/2009 démarrage effectif du projet et la SMCL de démarrage a eu lieu le 15/02/2010.

2.1.2 Contexte institutionnel

Sur base de la stratégie participative de co construction, des modélisations des actions et de gestion commune des résultats, le travail se fait avec les Cadres de l'EPSP et de l'ETFP nationaux et provinciaux, formateurs et animateurs, groupes de modélisation des référentiels identifiés au niveau de la direction ETFP / EPSP, l'Inspection générale, Dipromad (matériel scolaire et programmes), le service des statistique, des média, ... de l'EPSP au niveau national mais aussi les directions, sous directions et directions techniques régionales (au fur et à mesure de la couverture pays) ainsi qu'à la Commission Interministérielle ETFP et les cadres des ministères liés (jeunesse et sports, affaires sociales, travail, enseignement supérieur). Cette dynamique donne un accès maximal, pour les groupes cibles, tant aux processus et méthodes qu'aux résultats.

Contenu :

Une appropriation du processus s'opère par la création de divers groupes de travail thématiques mis en œuvre conjointement pour le renforcement des capacités techniques et informatiques sur base de plusieurs

³ Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

formations dans les limites en temps et en moyens du projet des acteurs de l'ETFP : à la gestion, à la réalisation et au suivi de la carte scolaire, aux méthodologies de récoltes de données, à la gestion des processus de référentielisation et à la création des unités formation-emploi.

En plus, un bon nombre des participants assurent d'une manière autonome et efficace des activités prévues dans le cadre du projet après les différentes formations et échanges mais, il faudrait encore attendre la fin du projet pour s'assurer de leur véritable appropriation du résultat au cours de l'année 2013.

Par la reconnaissance des expertises de l'équipe de projet au niveau des cadres partenaires des nouveaux mécanismes de gestion des écoles sont en cours d'introduction. D'autre part, le projet a été mobilisé pour développer les aspects techniques, pédagogiques, institutionnels liés à la volonté des transformations du Ministère EPSP-ETFP.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

approprié selon dtf et point d'attention ci-dessous :

La gestion stratégique et opérationnelle du projet conduit à la mise en œuvre des activités dans le sens de la sensibilisation de l'ensemble de la communauté sur l'importance de l'ETFP pour le développement du pays. Les travaux de réhabilitation, équipements ateliers, salles des travaux pratiques, centre de documentation par filières et de la révisitation du contenu dans les 8 filières retenues contribue à l'amélioration de l'image des filières et l'intégration de la problématique de l'adéquation formation-emploi des jeunes.

Rubrique activité A3 : Le triple changement successif des responsables de la gestion des marchés publics (exogène au projet) pendant les trois premières années d'exécution du projet à fortement freinée la partie « hard » équipements des trente écoles appuyées.

La guerre dans la partie EST du pays est un frein sérieux au déploiement des activités, soft ou hard

Les SMCL du 15 02 2010 et 15 10 2010 n'ont pas retenu les propositions de choix stratégique proposé par l'UGP de maximiser l'efficacité et l'efficience des appuis en se centrant sur soit 11 écoles (une par prov adm) soit 19 écoles (provinces hors pic) et ont préféré maintenir le choix DTF d'appui sur 30 écoles (une / prov éducationnelle).

Le choix complémentaire de développer l'appui sur les 30 écoles mais en priorisant le chronogramme sur d'abord les écoles hors pic ensuite les autres a également été fait.

2.1.4 Contexte HARMO

Appui au processus d'hard : Les initiatives d'harmonisation entre acteurs de développement partenaire sont faible Tandis qu'au niveau des partenaires internationaux une coordination de leurs différentes actions se réalise à travers l'organisation des Groupes de Travail Thématique la GTE.

2.2 Outcome

	Activités	Outputs	Impact
Outcome : Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation	Activités d'ingénierie de la formation, d'approches socio	Programmes en APC Formation de cadres, inspecteurs et	

professionnelle en RDC ainsi que l'adéquation formation – emploi dans 8 filières prioritaires : mécanique, électricité, construction, coupe-couture, commerciale & administrative, agriculture générale, vétérinaire et électronique.	économique et d'appui technique ou formatif aux écoles en lien direct avec une hausse effective de la qualité des enseignements qui en découlent	formateurs Annuaire socio éco Outils pédagogiques d'accompagnement Outils de gestion Equipements et formation techniques dans trente écoles	
---	--	---	--

2.2.1 Analyse des progrès réalisés

Outcome⁴ : Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en RDC ainsi que l'adéquation formation – emploi dans 8 filières prioritaires : mécanique, électricité, construction, coupe-couture, commerciale & administrative, agriculture générale, vétérinaire et électronique.						
Indicateurs⁵ :	Valeur de la Baseline⁶	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale⁷ 2013	Commentaires⁸
Les personnels éducatifs visés par le projet sont fonctionnels et opérationnels à la fin du projet.	0%	25%	60%	80	100 %	
Nombre d'écoles du projet réhabilitées et équipées.	0%	0%	60%	100 %	100%	
Le nombre d'exercices pratiques est en augmentation après la réception du matériel et ceux-ci sont conformes au programme en vigueur.	0%	0%	60%	80 %	80 %	
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome : Analyser la dynamique entre la réalisation des outputs et l'atteinte probable de l'outcome (voir Guide de rapport des résultats) :						
<i>Lien entre les outputs et l'outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'outcome ?</i>	Dans un pays où les démarches pédagogiques en ETP n'ont plus (ou peu) connu de changement et d'adéquation formation emploi depuis de nombreuses années l'action projet sur 30 écoles cibles est en phase de réalimenter un cycle de qualité,					
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs) :</i>	conforme aux planifications					
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Généralisation des produits					

⁴ Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF) ou dans la dernière version du cadre logique validée par la SMCL.

⁵ Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

⁶ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

⁷ La valeur cible à la fin de l'intervention.

⁸ Commentaires sur les progrès réalisés, à savoir une appréciation de la valeur de l'indicateur atteinte à la fin de l'année N par rapport aux valeurs « Baseline » (temps 0) et/ou à la valeur de l'année précédente, et par rapport à la valeur intermédiaire attendue pour l'année N. Il convient de limiter au maximum les commentaires.

<i>Résultats inattendus :</i>	

2.2.2 Gestion des risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
<p>Instabilité politique à l'Est</p> <ul style="list-style-type: none"> • Instabilité au niveau ministériel et au niveau des chefs d'établissements des écoles appuyées. <ul style="list-style-type: none"> • Processus de décentralisation. 	Depuis le début du projet	<u>Risques liés à la mise en œuvre</u>	Faible	Moyen		<p>Dotation des moyens de communication satellite</p> <p>Conformité aux recommandations de la convention spécifique signée entre le gouvernement Congolais et le Royaume de Belgique</p>	UGP		<p>Chaque mission fait l'objet d'une pré analyse de faisabilité</p> <p>Les cadres de l'EPSP ayant participé aux différentes activités du Projet les responsables à des différents niveaux sont appelés à ne pas opérer un mouvement du personnel en les gardant à leurs postes pour une période d'au moins 5 ans afin de s'assurer du transfert des compétences et la pérennité des actions menées au niveau du projet sauf suite d'une faute grave justifiée et motiver</p> <p>Processus de décentralisation non mis en œuvre</p>	

<p>Multiplicité des actions</p> <p>Coordination et intégration du projet dans le grand secteur de l'éducation et de la formation</p>	<p>Depuis le début du projet</p>	<p><u>Risques liés à la gestion</u></p>	<p>Moyen</p>	<p>Moyen</p>		<p>Planification nationale et répartition par pôle et responsabilisation locale</p> <p>Alignement de la note stratégique sur la stratégie sous sectorielle</p>	<p>UGP</p>		<p>Appui sur une série de groupe de travail thématique</p> <p>Bonne réceptivité de l'Autorité</p>	
<p>Rubrique activité A3 : Le triple changement successif des responsables de la gestion des marchés publics (exogène au projet) pendant les trois premières années d'exécution du projet à fortement freinée la partie « hard » équipements des trente écoles appuyées.</p> <p>La guerre dans la partie EST du pays est un frein sérieux au déploiement des activités, soft ou hard</p> <p>Les SMCL du 15 02 2010 et 15 10 2010 n'ont pas retenu</p>	<p>Durée projet</p> <p>2011-12-13</p> <p>Durée projet</p>	<p><u>Risques liés à l'efficacité</u></p> <p><u>Risques liés à l'efficacité et à l'efficience</u></p> <p><u>Risques</u></p>	<p>forte</p> <p>forte</p> <p>forte</p>	<p>forte (durée projet)</p> <p>Forte</p> <p>Forte durée</p>		<p>Relancement et stratégie de marché public mise en œuvre avec le dernier responsable MP</p> <p>Observation des situations et planification liées</p>	<p>UGP</p> <p>UGP</p> <p>UGP</p>	<p>11 2013</p> <p>11 2013</p>	<p>En cours de solution</p> <p>En cours</p> <p>Fin de déploiement</p>	

<p>les propositions de choix stratégique de UGP de maximiser l'efficacité et l'efficience des appuis en se centrant sur soit 11 écoles (une par prov adm) soit 19 écoles (provinces hors pic) et ont préféré maintenir le choix DTF d'appui sur 30 écoles (une / prov éducationnelle). Le choix complémentaire de développer l'appui sur les 30 écoles mais en priorisant le chronogramme sur d'abord les écoles hors pic ensuite les autres a également été fait.</p>		<p><u>liés à l'efficacité et à l'efficience</u></p>		<p>projet</p>		<p>Responsabilisation des experts sur trois pôles géographique</p>	<p>SMCL</p>	<p>11 2013</p>		
<p>Grèves intermittentes des enseignants dans les écoles de l'intervention Autonomie de gestion des écoles techniques est limitée Manque d'initiative</p>	<p>Q1 au début du projet</p>	<p><u>Risques liés à l'efficacité</u></p>	<p>Faible</p>	<p>Moyen</p>			<p>partenaires</p>		<p>Action de sensibilisation sur l'ETFP</p>	

d'entreprenariat des jeunes diplômés			Moyene	Moyen		Sensibilisation et disponibilité d'outils pédagogiques	Partenaires et UGP		Sensibilisation	
Dévalorisation de la fonction enseignante et insécurité sociale professionnelle de l'enseignant			Forte	Forte					Action à poursuivre	
Sous-qualification d'un bon nombre d'enseignants			Forte	Forte		Renforcement des capacités des formateurs via les UFE	UGP et partenaires			
Absence d'une politique continue de promotion et de déploiement du personnel éducatif			Forte	Forte		Production des boîtes à outils pour formateurs				
Inadaptation des programmes de formation aux réalités et aux besoins du pays ainsi qu'à l'évolution de la science et de la technologie			Forte	Forte		Réunions de concertation et planification commune				
Chevauchement entre projets et manque de lien logiques ultérieurs avec les actions et acquis AETFP	21012 2013	<u>Risque liés à la pérennité</u> <u>Et à l'efficacité</u>	forte			Information aux identificateurs, formateurs et évaluateurs par UGP, partenaires et membres SMCL	formulateurs	Post projet	Action exogène au projet en cours a probablement réévaluer	

				forte					
<u>Implication des partenaires ministériels</u> Substitution par l'assistance technique Ancrage institutionnel et politique du projet Renforcement des capacités des services et des ressources humaines		<u>Risques liés à la durabilité</u>	fort	Moyen à fort		Stratégie participative Diverses formations dispensées	partenaires	11 2013	Action de sensibilisation sur l'ETFP Action à poursuivre

2.2.3 Impact potentiel

Dans un souci d'amélioration de la qualité de l'ETFP (APC) l'impact supposé obtenir lors de la formulation est toujours assuré en effet :

- L'ensemble des curricula proposés, en lien au contexte socio économique, par le DTF se sont avérés être pertinents, ont été revisités en APC. Ils sont disponibles et sont mis en test dans les écoles appuyées par le projet AETFP. Les réunions participatives avec les cadres de l'EPSP montrent qu'ils sont sur le terrain.
- La sélection des écoles à appuyer est terminée, les appels d'offres sont réalisés et partiellement livrés.
- Un annuaire présentant l'offre de formation nationale et provinciale, les tendances socioéconomiques ainsi que les bassins d'emploi a été réalisé. Il est déjà perçu par les utilisateurs comme un outil des décisions.
- Les formations des formateurs ont débouché sur l'intégration de l'APC dans le programme académique.
- Les différentes études produites par le projet ont nourri la stratégie sous sectorielles de l'ETFP et constituent des références pour d'autres acteurs et partenaires engagés dans l'ETFP en RDC.

2.2.4 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Efficience, Efficacité, Durabilité et Pertinence), plusieurs sous-critères ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention, vous pouvez calculer la note totale applicable à ces critères spécifiques (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?	
<input type="checkbox"/>	A Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input checked="" type="checkbox"/>	B S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	C Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?	
<input type="checkbox"/>	A Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.

<input type="checkbox"/>	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.
--------------------------	----------	--

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

<input type="checkbox"/>	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.

2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?

<input type="checkbox"/>	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input type="checkbox"/>	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

<input type="checkbox"/>	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input type="checkbox"/>	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?

<input type="checkbox"/>	A	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.

<input type="checkbox"/>	C	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

3. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Durabilité financière/économique ?

<input type="checkbox"/>	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input type="checkbox"/>	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

<input type="checkbox"/>	A	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?

<input type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.

4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?

<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.

<input type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Attribuer une note finale à chaque critère. Si une note C ou D a été attribuée à un critère de monitoring, des mesures doivent être proposées dans le Plan d'action (4.1).

Critères	Note
Pertinence	A
Efficacité	B
Durabilité	B
Effizienz	B

2.3 Output 1⁹

Évaluer la probabilité de l'atteinte de l'output en question et la dynamique entourant l'évolution de cet output.

2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1 :						
R1 : La gestion stratégique et opérationnelle dans le sous-secteur ETFP est améliorée.						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Toutes les écoles organisant l'ETFP sont répertoriées par province et leurs caractéristiques connues	0	4.342	6.560	9500	9500	La poursuite de cette activité est très importante pour la réalisation d'une pyramide d'implantation des écoles ETFP en fonction des potentialités des régions
Les opportunités socioéconomiques de chaque province sont identifiées.	Aucune	Toutes	Affinée	30	30	Cette activité renseigne les différentes filières à implanter au sein des écoles ETFP par sous-divison éducationnelle
Les filières à organiser dans chacune des provinces selon ses opportunités socio-économiques sont déterminées.	N éant	Majorité	Toutes	30 prov éduc	30	Pour rapprocher les filières du marché d'emploi, il est important de maîtriser ces données.
Une carte scolaire prospective du sous-secteur ETFP est établie.	Aucune	Aucune	Réalisation	1	1	Pour une meilleure répartition des écoles ETFP à travers le pays pour améliorer l'accès de ce type d'enseignement
Élaboration des TdR, choix prestataire(s), mise en œuvre ;	Néant	Elaboré	Elaboré	Elaboré	Elaboré	
Implication effective des acteurs significatifs (écoles, entreprises, cadre institutionnel ETFP et autres ministères concernés).	Néant	Impliqué	Impliquée	impliqué	impliqué	Pour mieux appropriés des dynamiques réalisées par le projet, l'implication des acteurs dans le processus est très importante

⁹ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

État d'avancement des <u>principales activités</u> ¹⁰	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1. Réalisation de deux annuaires ETFP en lecture dynamique avec la socio économie		X			
2. Réalisation d'une étude au plan sous-sectoriel sur l'analyse des capacités institutionnelles de l'ETFP.		X			
3. Réhabilitation et équipement des locaux de la DETFP et appui informatique à l'IGE		X			
4. Formation des cadres nationaux et provinciaux sur les UFE, l'APC et l'opérationnalisation des UAP		X			
5. Réalisation d'un Référentiel Formateur des formateurs et d'un Référentiel pour le métier d'Inspecteur		X			
6. implantation de l'APC dans le système éducatif congolais avec un Comité de Pilotage et des outils réglementaires.		X			
7. Production d'un manuel d'entrepreneuriat et de gestion pour la formation des cadres et agents des Services centraux et provinciaux de l'ETFP.		X			
8. Elaboration d'une note stratégique sur le développement de l'ETFP (cfr stratégie de développement du sous-secteur de l'EPSP et PIE)		X			

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).

<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles) :</i>	Oui une réforme éducative de qualité est appuyée et s'amplifie
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	D'important progrès dans les différentes activités sont engrangés et vont au delà des attentes DTF
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Un relatif attentisme de certains partenaires
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Mise en place rapide d'une stratégie en ETFP

2.3.2 Critères de qualité

Critères	Note
Effizienz	A
Efficacité	B
Durabilité	B

¹⁰ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4 Output 2

2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 2 : R2 : L'image des filières professionnelles et techniques est améliorée auprès des jeunes, des parents et de la société.							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires	
À la fin du projet : une stratégie de communication est développée la première année et déclinée en plans d'action annuels.	Aucune	Elaboration	Finalisé	1	1	Les médias trouvent l'importance de l'ETFP et en fait échos auprès de la communauté	
les activités prévues dans la stratégie de communication et les plans d'action annuels ont été menés dans les délais prévus	Aucune	80%	80%	80	100 %	Toutes les activités sont accompagnées d'une médiation importante	
La rédaction, la publication et la diffusion du Bulletin « Formation, professionnalisation et emploi » de la Commission interministérielle de l'ETFP ont été appuyées.	Aucune	Publié : 2	+ de 4	5	5	La publication du bulletin est programmé à temps voulu	
État d'avancement des principales activités ¹¹			État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
			A	B	C	D	
1. Appui à la rédaction, la publication et la diffusion du Bulletin « Formation, professionnalisation et emploi » de la Commission interministérielle de l'ETFP – plus de 4 numéros produits)				X			
2. Appui à plusieurs campagnes nationales de sensibilisation à l'importance de l'ETFP et l'accès équitable.				X			
3. Appui à la Cellule de gestion de la Communication du Ministère de l'EPSP (mise en ligne des outils, programmes, annuaires, modules produits dans le cadre du Projet)			X				
4. Réalisation des actions de sensibilisation dans les différentes inaugurations des écoles appuyées				X			
5. Participation aux activités du village de la Francophonie				X			
6. Production des dépliants, affiches, t-shirts et autres supports de communication				X			
7. Réalisation des pièces de théâtre (Théâtre'actions)				X			
8. Organisation des journées portes ouvertes et des journées métiers dans les écoles appuyées.					X		
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).							
Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :			Une communication avec la communauté permet effectivement de démontrer l'importance de l'ETFP dans le développement du pays. Des mécanismes de communication en ligne sont en finalisation avec les outils du partenaires				
Progrès réalisés par rapport à			Rien au départ du projet, mais une communication permanente au fur et à				

¹¹ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

<i>l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	mesure de son existence L'ensemble des mécanismes de formations, conférences et visio conférences en cours de lancement ont été co construits avec le partenaire n'étaient pas prévu explicitement dans les stratégies de communication du projet
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Il existe de zone difficile à atteindre par les médias
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Dispositifs et modélisation (modélisateurs aussi) de formation en ligne

2.4.2 Critères de qualité

Critères	Note
Effcience	A
Efficacité	B
Durabilité	B

2.5 Output 3¹²

2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3 : R3 : Les ateliers, les salles de travaux pratiques et les locaux de documentation technique sont réhabilités et équipés pour les filières retenues dans les écoles						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
À la fin du projet : Au moins 30 ateliers réhabilités dans les nouvelles écoles appuyées.	Aucune	3	24	30	30	
Au moins 80% d'équipements livrés ou réhabilités par le projet sont fonctionnels, utilisés et entretenus.	0%	20%	55%	75	80	
Au moins 60% d'écoles appuyées consomment et renouvellent régulièrement les matières d'œuvre.	0%	15%	25%	60	60	
Nombre d'écoles ayant participé aux réhabilitations.	Aucune	Toutes	28	30	30	
Au moins 60% d'apprenants impliqués dans les nouveaux programmes et disposant de nouveaux matériels trouvent leur environnement scolaire meilleur.	0%	10%	40%	60	60	
Présence de nouveaux équipements et de matière d'œuvre.	0%	10%	50%	75	80	
Au moins 80% d'apprenants, bénéficiaires directs, emploient régulièrement les équipements.	0%	0%	40%	60	80	
Au moins 80% de matériels didactiques disponibles sont exploités pédagogiquement.	0%	0%	60%	80	80	
Nombre de locaux réhabilités comme salle de documentation et de lecture.	0%	10%	70%	100 %	100 %	
Au moins 80% de gestionnaires prévus (relevant des écoles appuyées) sont formés et opérationnels	0%	10%	50%	50	100 %	

¹² Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

État d'avancement des <u>principales activités</u> ¹³	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1. Sélection de 30 nouvelles écoles et détermination des filières à appuyer au sein de ces écoles.		X			
2. Identification des besoins en matière de réhabilitation et d'équipement dans les nouvelles écoles à appuyer.		X			
3. Appui à la mise en œuvre d'une stratégie participative des réhabilitations.		X			
4. Réhabilitation de 30 ateliers et / ou 30 salles de travaux pratiques / 30 salles de documentation dans 30 écoles (une par province éducationnelle.		X			
5. Équipement de 30 ateliers et / ou 30 salles de travaux pratiques dans 30 nouvelles écoles.			x		Les MP liés aux marchés internationaux sont en cours de livraison
6. Mise en place d'un espace informatique dans chaque école appuyée (03 ordinateurs complets avec imprimantes, scanner, stabilisateur, modem internet et si nécessaire un groupe électrogène).		X			
7. Fourniture des matières d'œuvre correspondant à l'équipement et nécessaires aux exercices pratiques.		X			
8. Dotation des écoles appuyées des documents (livres techniques, livres de référence, documentations techniques).		X			
9. Formation de deux gestionnaires de documentation par école appuyée.		X			
10. Formation des formateurs à l'utilisation des équipements réhabilités et/ou acquis et à leur maintenance.			x		Formations liées aux marchés internationaux qui sont en cours de livraison
11. Suivi et appui minimal aux écoles appuyées par AETP1 et 2		X			
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	L'acquisition des équipements et la réhabilitation des locaux (salles TP, ateliers, et centres de documentation) permettent effectivement d'améliorer la qualité de la formation et permet aux élèves de disposer des compétences pour une transformation réelle des potentialités du pays pour son développement				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Nul au départ les écoles sont réhabilitées et équipées				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Manque des entrepreneurs à travers le pays et difficultés d'approvisionnement du à l'enclavement de certaines régions. La complexité des procédures MP et le triple changement (externe au projet) de responsable de la gestion des MP a freiné les processus d'appels d'offre. Les marchés sont en cours d'exécution.				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	A la fin du projet toutes les écoles seront réhabilitées et équipées.				

¹³ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.5.2 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	B
Efficacit	C
Durabilit	B

2.6 Output 3¹⁴

2.6.1 Analyse des progrès réalisés

Output 4 :						
R4 : Le contenu de l'enseignement et de la formation est amélioré dans les 8 filières retenues.						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
À la fin du projet : Les 8 référentiels des métiers et de formation sont élaborés.	Aucune	Toutes	Toutes	12	8	
Les référentiels validés et remis aux autorités été introduits expérimentalement.	Aucune	Tous	Tous	11	8	
Au moins 20 nouveaux matériels didactiques ont été élaborés, acquis ou produits et diffusés.	Aucun	10	20	20	20	
Au moins 300 formateurs des formateurs ont été formés aux nouveaux programmes.	Aucun	+ 300	+300	+300	300	
Au moins 100 inspecteurs ont été formés.	Aucun	+ 100	+ 100	++ 100	100	
Les programmes scolaires des filières appuyées sont élaborés, distribués et mis en œuvre dans toutes les écoles appuyées par le projet.	Aucun	Tous	ToUS	TOUS	TOUS	
Existence d'un accord avec l'APEFE ou autres partenaires intervenants dans les formations.	Rien	+ de 2	Existe	EXISTE	ACCORD	

¹⁴ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

État d'avancement des <u>principales activités</u> ¹⁵	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1. Elaboration de 10 nouveaux programmes ETFP référentialisés en APC (Référentiels métier, compétences, formation et évaluation).		X			
2. Production des outils d'accompagnement pour l'opérationnalisation des programmes (planification des apprentissages, UFE/UAP, contrôle et inspection, stage).		X			
3. Mise en test des nouveaux programmes dans plus de 60 écoles - pilotes.		X			
4. Formation des enseignants, des cadres EPSP, des Inspecteurs et autres formateurs notamment sur l'APC et la mise en application des nouveaux programmes élaborés.		X			
5. Formation des inspecteurs de l'ETFP pour le suivi de la formation scolaire et l'évaluation des performances.		X			
6. Organisation, suivi et évaluation des stages en entreprise ou auprès de professionnels (production d'un manuel sur le stage apprenant en ETFP)		X			
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	L'élaboration des programmes et leurs mises en œuvre, au sein des écoles appuyées par le projet AETFP, par une phase test doit permettre à l'ETFP d'améliorer la qualité de la formation et de mettre sur le marché d'emploi disposant d'une compétence adéquate.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	On est passé de 0 programme référentialisé à plus de 10 programmes référentialisés				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Les processus mp (ouvrage et matériel) ont freiné la mise à disposition des programmes aux écoles. La mise en test n'a donc été planifiée que sur sur une année.				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Plus des programmes référentialisés sont mis à la disposition de l'ETFP				

2.6.2 Critères de qualité

Critères	Note
Effizienz	B
Efficacité	B
Durabilité	B

¹⁵ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.7 Output 3¹⁶

2.7.1 Analyse des progrès réalisés

Output 5 : R5 : L'adéquation formation - emploi est améliorée.						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
L'unité « Formation-Emploi » est installée et elle est opérationnelle dans l'école appuyée de chaque province éducationnelle.	Pas du tout	Installée	Installée	TOUTE	TOUTE	
Les besoins en formations diverses sont analysés et identifiés.	Aucun	Oui	Oui	fait	fait	
En fin de l'intervention : les programmes référentialisés sont expérimentés sur un niveau au moins.	Aucun	Non	Oui	Oui 10	8	
Au moins 4 « Journées des métiers » ont été organisées dans 80% des écoles appuyées.	Aucun	Aucun	10%	25	100%	
Au moins 4 visites d'entreprises ont été organisées par école appuyée.	Aucun	Aucun	2	8	12 écoles	Cfr Back stopping
Au moins 4 interventions dans la formation par des entrepreneurs /artisans ont été réalisées dans 80% des écoles appuyées.	Aucun	Aucun	0	8	12 écoles	Cfr Back stopping
Au moins 20 contacts avec les opérateurs économiques ont été établis.	Aucun	+ 20	+20	8	12 écoles	Cfr Back stopping

¹⁶ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

État d'avancement des <u>principales activités</u> ¹⁷	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1. Réalisation de trois études sous-sectorielles en vue (i) d'analyser les besoins en main-d'œuvre qualifiée des entreprises locales par province, (ii) identifier les nouveaux besoins de formation, (iii) établir une base de données sur le contexte économique de chaque province et (iv) déterminer les filières prioritaires par province.		X			
2. Installation, formation et accompagnement d'une unité « Formation-Emploi » dans chaque école appuyée /province éducationnelle.		X			
3. Organisation des « Journées des métiers » pour faire découvrir aux apprenants les débouchés offerts par leur formation grâce à la collaboration avec le secteur privé.		X			
4. Organisation des visites d'entreprises.			X		Encours a4
5. Renforcement de la coopération avec le secteur privé dans le cadre de la Convention de partenariat public-privé en (implication des opérateurs économiques : Fédération des Entreprises, ONEM, Ministères, ...)		X			

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).

<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	La mise en place des UAP et des EDAC sont des instruments qui devraient permettre aux formateurs d'améliorer leurs compétences et les différentes pratiques pédagogiques au sein des écoles pour améliorer la qualité de la formation dispensée au sein de nos écoles
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Inexistence des outils (UAP et EDAC) à la création de ceux-ci
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Temps très court pour la mise en phase test
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	L'appropriation par le Ministère de la stratégie mise en place

2.7.2 Critères de qualité

Critères	Note
Effizienz	B
Efficacité	B
Durabilité	B

¹⁷ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.8 Output 3¹⁸

Analyse des progrès réalisés

Output 6 : R6 : Les écoles appuyées génèrent de revenus.						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Un contrat de gestion est signé avec chaque école appuyée.	Aucun	Aucun	80%	100 %	100%	
Les gestionnaires de l'école appuyée sont formés à la gestion.	Aucun	Aucun	60%	60 %	100%	
État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹⁹			État d'avancement :		Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)	
			A	B	C	D
1. Formation des gestionnaires des écoles à appuyer aux activités génératrices de revenus et à la gestion transparente.					X	
2. Mise en place des dispositifs d'incitation des écoles appuyées à réaliser des travaux payants pour des tiers et à vendre les produits de la formation.					X	
3. Formation des gestionnaires, des enseignants et des élèves à la gestion et à l'entrepreneuriat (une boîte à outils Gestion et Entrepreneuriat a été élaboré).					X	
4. Développement d'un programme de comptabilité et de gestion pour les structures ciblées par le projet (à généraliser après la phase test)					X	
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).						
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles) :</i>		La mise place d'un outil qui permet de réaliser la traçabilité de la gestion au sein des écoles ETFP pour une meilleure production des actions génératrices des recettes est une stratégie de développement des écoles et de s'auto suffire pour assurer une pérennité dans l'amélioration des conditions des écoles ETFP				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>		Difficultés : Inexistence des outils à la création et distribution dans les écoles. Progrès : Les outils sont créés et en cours de test d'application au sein des EDACS				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>		Difficultés : Inexistence des outils à la création et distribution dans les écoles. Progrès : Les outils sont créés et en cours de test d'application au sein des EDACS				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>		Les outils sont créés et validés et pourront être généralisé par le partenaire après testing				

¹⁸ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

¹⁹ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.8.1 Critères de qualité

Critères	Note
Effcience	B
Efficacité	B
Durabilité	B

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Des actions de sensibilisation sont menées en étroite concertation avec l'ensemble des acteurs concernés pour accroître le nombre des jeunes filles dans les filières retenues par l'intervention.

On stimule aussi les garçons à entrer dans les filières dites « féminines », avec comme double objectif / avantage d'atténuer les barrières entre les sexes et, en même temps, de servir d'exemple à suivre aux filles pour qu'elles fassent la même chose dans le sens inverse.

Le projet ouvre la voie vers une diversification des filières, dont deux sont particulièrement attractives pour les filles : la filière coupe et couture, et la filière la commerciale et administrative. Il est important qu'entre les formateurs et les gestionnaires des écoles appuyées se retrouvent plusieurs femmes. Elles peuvent jouer un rôle de modèle et un pôle d'identification pour les filles candidates à l'enseignement technique et la formation professionnelle.

C'est dans ce cadre que le projet appuie un programme de sensibilisation à l'importance de l'ETFP dans la formation des techniciens de demain nécessaire au développement du pays.

L'aspect « genre » est aussi traité dans le sens d'assurer un accès équitable aux deux sexes. Le projet veille à ce que le matériel didactique et les documents mis à la disposition dans les centres de documentation soient neutres et dépourvus de stéréotypes sexistes.

Dans le cadre du résultat 4, le projet finance une formation sur l'intégration de l'aspect genre dans les programmes scolaires de l'ETFP pour les personnes en charge de la révision et la rédaction.

La nette amélioration des conditions sanitaires dans les écoles techniques augmente, surtout pour les filles, l'attractivité des écoles techniques.

3.2 Environnement

Actuellement, les problèmes liés à l'environnement sont traités de manière systématique dans les écoles. Une bonne gestion des matières toxiques est étudiée au niveau des cours théoriques (huiles usées, pesticides, colorants...) et fait l'objet d'exercices pratiques (recyclages, élimination...). Les intervenants de l'enseignement technique et de la formation professionnelle sont sensibilisés par des séminaires sur le sujet, par les formateurs Experts du Projet.

L'Equipe d'exécution conjointe du projet prend en compte ce problème lors des visites des écoles, et veille à la mise en place des mécanismes dans tous les ateliers et cours de récréation, régulièrement envahies par des sacs plastiques vides.

Le projet insiste également sur l'utilisation judicieuse de l'énergie existante et sur la possibilité d'utiliser des énergies alternatives (énergie solaire, hydroélectricité, biomasse) dans le cadre de la sensibilisation à la protection de l'environnement. Un accent particulier est mis dans les sections agricoles sur la protection de la nature.

De plus, l'élaboration des référentiels de métiers et des profils de formation prend en compte les normes à respecter pour éviter un impact négatif sur l'environnement. Une étude visant

l'intégration des opportunités 'environnement' dans les programmes scolaires (voir énergie durable) est prévue.

3.3 VIH/SIDA

Afin de préserver les jeunes écoliers contre le VIH/SIDA, le Ministère de l'EPSP a mis au point un programme pédagogique intégré d'éducation à la prévention du VIH/SIDA et des IST. Le projet finance l'intégration des thèmes transversaux SIDA, environnement et genre dans les programmes scolaires de l'ETFP pour les personnes en charge de la révision et rédaction des programmes scolaires.

3.4 Economie sociale

Nous pouvons considérer que les initiatives représentatives de l'économie sociale (que l'on regroupe en RDC sous le terme générique « d'économie populaire ») sont directement concernées qui articule plus spécifiquement une dimension économique via la mise sur pied d'activités de génération de revenus au niveau des établissements, l'accent est mis davantage sur le volet formation et renforcement des compétences d'un certain nombre de filières techniques que l'on peut qualifier « professionnalisantes ». Qu'au terme de ce parcours technique et professionnel, les jeunes puissent trouver à s'embaucher au sein de l'univers de l'économie populaire est vraisemblable mais un accompagnement spécifique en ce sens via un dispositif particulier (création des outils sur la gestion et le document comment gérer et créer une entreprise permettent le démarrage de l'activité) est pas envisagé.

Nous suggérons toutefois d'anticiper la sortie des futurs professionnels sur le marché du travail à plusieurs niveaux :

- en intégrant 'l'économie populaire' comme dimension transversale dans les programmes scolaires ;
- en veillant à ce que les entreprises susceptibles d'accueillir des stagiaires puissent répondre à une double dimension économique et sociale ;
- de l'étude sous-sectorielle en intégrant, dans la cartographie des entreprises par secteurs, une analyse en termes d'acteurs de l'économie populaire.

3.5 Droits des enfants

L'accès à l'éducation est un des droits fondamentaux des enfants. Tout en renforçant le secteur de l'éducation, un meilleur accès des enfants est envisagé. Le groupe cible des enfants pauvres et des enfants extrêmement vulnérables comme les enfants soldats, les enfants «sorciers», les enfants de la rue, les enfants abusés, ... un partenariat entre des différents secteurs pourrait être considéré. Pour cette raison le projet a financé une étude sur les personnes en situation d'handicap en vue de leur meilleure intégration au sein de l'ETFP.

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Plan d'action

Formuler, sur la base des données et de l'analyse ci-dessus, des actions (décisions) à prendre. Celles-ci peuvent être d'ordre stratégique et/ou opérationnel.

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
<i>Description de l'action/la décision à prendre.</i>	<i>Le sous-chapitre auquel l'action/la décision se réfère (p. ex., 2.4)</i>	<i>Le responsable de la prise de décision/action</i>	<i>p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1</i>
Mis en place d'unité de gestion et contrôle EDACS	2.8	Back stopping et projet	En cours
Etude de transformation ETFP	2.1	Idem et Autorités	En cours

4.2 Enseignements tirés

Tirer les enseignements importants de l'expérience de l'intervention. Les enseignements tirés sont de nouveaux savoirs qui doivent demeurer dans la mémoire institutionnelle de la CTB et des partenaires. Ils peuvent être tirés d'activités, d'outputs, de l'outcome (ou d'une combinaison de niveaux ou de tout autre aspect de l'intervention et de son contexte).

Enseignements tirés	Public cible

<p>Description de l'enseignement tiré.</p> <p>(Les indicateurs de l'objectif spécifique établis lors de l'élaboration du DTF, ne permettent pas de bien évaluer les résultats attendus. Une reformulation a été proposée à la SMCL par l'équipe du projet en cours de l'exécution.</p> <p>Au niveau des résultats quelques indicateurs seront ajoutés, reformulés pour une meilleure appréciation.)</p> <p>La mise en œuvre rapide de groupe de travail thématique efficace explique l'avance sur la planification prévisionnelle du projet au niveau du résultat R4.</p> <p>La maîtrise des procédures des MP a causé d'énormes problèmes au projet</p>	<p>Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (Projet, Représentation, département du siège de la CTB, département du partenaire...).</p>
--	---

5 Annexes

5.1 Cadre logique

5.2 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui par smcl
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	non
Planning de l'EMP	15/02/2012
Planning de l'évaluation finale	jj/novembre/2013
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	jj/novembre/2012

5.3 Ressources

Divers ouvrages et outils de formation en APC, outils de l'UAP, outils de gestion, outils d'entrepreneuriat, outils du stage en entreprise texte stratégique sur la certification, sur l'APC, étude de transformation, dont :

- AETFP, RDC 2012, : Annuaire N° 2 , « Profil de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Offre de formation, tendances socio-économiques et bassins d'emploi, AETFP – CTB, 06, 2012 ».
- AETFP RDC , 2011, Annuaire N° 1, « Profil de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Offre de formation, tendances socio-économiques et bassins d'emploi », AETFP – CTB, 01, 2011.
- AETFP RDC 2012, « Guide du stage apprenant en entreprise ». Kinshasa, 2012
- AETFP RDC 2012, « Gérer et entreprendre, manuel en APC sur la gestion et l'entrepreneuriat », Kinshasa, 2012
- AETFP RDC 2012, « Outils de l'UFE UAP, premier volet, outils du formateur et de l'apprenant, jeux de rôle pédagogique », Kinshasa février 2012
- AETFP RDC 2012, « Outils de l'UFE UAP, deuxième volet, les outils de l'unité formation emploi », Kinshasa, 2012
- AETFP RDC 2012, « Outils de l'UFE UAP, troisième volet, les outils pédagogique de suivi et de contrôle », Kinshasa, 2012

- AETFP RDC 2013 «Étude de transformation du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel en R. D. Congo », AETFP RDC Kinshasa, janvier 2013, non publié. Coordination Leroy Joël et Nkoy Désiré,
- AETFP RDC « Sous secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) en RD Congo. Pistes pour une Stratégie sous sectorielle et intersectorielle ETFP, ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité nationale », Kinshasa février 2012, non publié. Leroy Joël et Nkoy Désiré (coordination)
- AETFP RDC 2011 « Note stratégique sur la définition d'un cadre national de certification en enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) », Kinshasa 2011. Leroy Joël et Nkoy Désiré (direction),
- AETFP RDC 2011, « Note stratégique, Implantation de l'Approche par Compétence en RD Congo », sous la direction de Leroy J. et Nkoy D.
- AETFP RDC 2011, « Note stratégique, Proposition de stratégie de développement d'une stratégie sous sectorielle de l'ETFP dans le contexte de référentialisation en APC »

Décision à prendre				Action			Suivi	
Décision à prendre	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Elaboration du Règlement d'ordre intérieur de la SMCL Rectification des 4 années de termes du projet selon les dates réelles de mise en oeuvre Les SMCL du 15 02 2010 et 15 10 2010 n'ont pas retenu les propositions de choix stratégique de UGP de maximiser l'efficacité et l'efficience des appuis en se centrant sur soit 11 écoles (une par prov adm) soit 19 écoles (provinces hors pic) et ont préféré maintenir le choix DTF d'appui sur 30 écoles (une / prov éducationnelle).	immédiat							ok
	An par an							En cours
	immédiat							Ok
SMCL du 15 10 210 : Le choix complémentaire de développer l'appui sur les 30 écoles mais en priorisant le chronogramme sur d'abord les écoles hors pic ensuite les autres a également été fait.	Durée projet							En cours
Révision des indicateurs retenus dans le DTF du projet	immédiat							Ok
Remplacement de M. Freddy KABALA, Expert National Point Focal retenu Réflexion à haut niveau sur l'APC et l'adéquation formation emploi Remise de nouveaux programmes aux autorités ministérielles	Durée projet							En cours
	Durée projet							En cours
	2011							Ok
Remise des kits par les autorités ministérielles aux lauréats ETFP des examens d'Etat	Durée projet							En cours

5.4 Décisions prises par la SMCL et suivi

5.5 Cadre logique de l'intervention

Objectifs et résultats	Activités	Indicateurs de performance	Sources / Moyens de vérification	Hypothèse(s)
Objectif général				
Contribuer au développement économique et à la reconstruction de la RDC.				
Objectif spécifique (outcome)				
Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en RDC ainsi que l'adéquation formation – emploi dans 8 filières prioritaires : mécanique, électricité, construction, coupe couture, commerciale & administrative, agricole, vétérinaire et électronique.	<p>Les personnels éducatifs visés par le projet sont fonctionnels et opérationnels à la fin du projet.</p> <p>Nombre d'écoles du projet réhabilitées et équipées.</p> <p>Le nombre d'exercices pratiques est en augmentation après la réception du matériel et ceux-ci sont conformes au programme en vigueur.</p> <p>Le nombre d'exercices pratiques est en augmentation après la réception du matériel et ceux-ci sont conformes au programme en vigueur.</p>	<p>Les personnels éducatifs visés par le projet sont fonctionnels et opérationnels à la fin du projet.</p> <p>Nombre d'écoles du projet réhabilitées et équipées.</p> <p>Le nombre d'exercices pratiques est en augmentation après la réception du matériel et ceux-ci sont conformes au programme en vigueur.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels de chaque établissement.</p> <p>Rapport annuel de la Direction de l'ETFP</p> <p>Rapports annuels du projet.</p> <p>Rapport de l'I.G.A./ETFP.</p>	<p>Garantie minimum de paix, de sécurité et de stabilité politique sur toute l'étendue du pays.</p> <p>Absence de troubles sociaux prolongés dans les écoles appuyées.</p> <p>Pas de pillage ni de vol des biens scolaires.</p> <p>Stratégie participative et absence de substitution dans l'exécution du projet</p> <p>Volonté ministérielle forte et explicite de restructurer l'organisation de l'ETFP.</p> <p>Augmentation progressive du budget de l'ETFP dans le budget global de l'État.</p>	
Résultats attendus				

Objectifs et résultats	Activités	Indicateurs de performance	Sources / Moyens de vérification	Hypothèse(s)
<p>R1 : La gestion stratégique et opérationnelle dans le sous-secteur ETFP est améliorée.</p>	<p>R1A1 : Appuyer l'élaboration d'une carte scolaire en ETFP</p> <p>R1A2 : Appuyer la réalisation d'une étude au plan sous sectoriel sur l'analyse des capacités institutionnelles de l'ETFP.</p> <p>R1A3 : Améliorer les conditions de travail des Services centraux et provinciaux impliqués dans l'ETFP.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>R1A3.1 : Mettre en œuvre les solutions proposées par l'étude préparatoire sur l'analyse des capacités institutionnelles du sous-secteur.</i> 2. <i>R1A3.2 : Mettre à la disposition de l'Unité de gestion du projet des locaux de bureaux viables et entretien des bureaux de la Direction de l'ETFP.</i> 3. <i>R1A3.3 : Acheter un véhicule pour la DETFP.</i> <p>R1A4 : Mettre en œuvre un programme de formation pour le personnel administratif, technique et de gestion des Services centraux et provinciaux de l'ETFP.</p> <p>R1A5 : Appuyer le S.I.G.E. (EMIS) pour l'élaboration et la publication de l'annuaire statistique scolaire et d'une brochure des principaux indicateurs de l'ETFP.</p> <p>R1A6 : Appuyer l'élaboration d'une politique sous-sectorielle de l'ETFP.</p>	<p>Toutes les écoles organisant l'ETFP sont répertoriées par province et leurs caractéristiques connues (nombre d'enseignants, d'élèves, filières, laboratoires, ateliers).</p> <p>Les opportunités socioéconomiques de chaque province sont identifiées.</p> <p>Les filières à organiser dans chacune des provinces selon ses opportunités socio-économiques sont déterminées.</p> <p>Une carte scolaire prospective du sous-secteur ETFP est établie.</p> <p>Élaboration des TdR, choix prestataire(s), mise en œuvre ;</p> <p>Implication effective des acteurs significatifs (écoles, entreprises, cadre institutionnel ETFP et autres ministères concernés).</p>	<p>Termes de référence de mission de(s) consultant(s) ;</p> <p>Rapports de mission de(s) consultant(s).</p> <p>Rapports de missions sur les opportunités socio-économiques par province.</p> <p>Effectivité d'une carte scolaire prospective.</p> <p>Conclusions et recommandations en vue de renforcer les capacités institutionnelles.</p> <p>Une note stratégique existe ainsi qu'un plan pluriannuel de développement du sous-secteur.</p>	<p>Volonté ministérielle forte et explicite de restructurer les programmes scolaires de l'ETFP.</p> <p>Augmentation progressive du budget de l'ETFP dans le budget global de l'État.</p> <p>Volonté politique de disposer des statistiques fiables et à jour sur le sous-secteur ETFP.</p>

Objectifs et résultats	Activités	Indicateurs de performance	Sources / Moyens de vérification	Hypothèse(s)
<p>R2 : Les jeunes, les parents et la société sont sensibilisés sur l'importance de l'ETFP et l'accès équitable</p>	<p>R2A1 : Appuyer la rédaction, la publication et la diffusion du Bulletin « Formation, professionnalisation et emploi » de la Commission interministérielle de l'ETFP.</p> <p>R2A2 : Mener une campagne nationale de sensibilisation sur l'importance de l'ETFP :</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. R2A2.1 : <i>Produire, diffuser et exploiter des brochures, des affiches et des messages radio/TV.</i> 5. R2A2.2 : <i>Appuyer l'organisation des débats à la radio et à la télévision avec l'aide des Associations d'Anciens, les Associations de Parents et les entreprises et y participer le cas échéant.</i> 6. R2A2.3 : <i>Appuyer des émissions féminines et « femmes entrepreneurs ».</i> 7. R2A2.4 : <i>Produire, diffuser et exploiter des modules de formation « approche genre ».</i> 8. R2A2.5 : <i>Identifier et appuyer d'autres organes ou moyens de diffusion supports de l'ETFP (presse, sites Web, etc.).</i> 9. R2A2.6 : <i>Organiser des « Journées Portes ouvertes » dans les écoles du projet et des stands lors d'expositions commerciales.</i> 	<p>À la fin du projet : une stratégie de communication est développée la première année et déclinée en plans d'action annuels. les activités prévues dans la stratégie de communication et les plans d'action annuels ont été menés dans les délais prévus</p> <p>La rédaction, la publication et la diffusion du Bulletin « Formation, professionnalisation et emploi » de la Commission interministérielle de l'ETFP ont été appuyées.</p>	<p>Rapports annuels du projet. Rapport d'évaluation à mi-parcours. Evaluation de la stratégie de communication</p>	<p>Accès aux média garanti. Les Associations d'Anciens et de Parents s'intéressent à l'action. Les politiques continuent à considérer que la formation technique et professionnelle est essentielle au développement économique du pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les Conseillers d'Orientation scolaire exercent effectivement leur mandat.
<p>R3 : Les ateliers, les salles de travaux pratiques et les locaux de documentation technique sont réhabilités et/ou équipés pour les filières retenues dans les écoles de l'intervention.</p>	<p>R3A1 : Sélection de 30 nouvelles écoles et détermination des filières à appuyer au sein de ces écoles.</p> <p>R3A2 : Identifier les besoins en matière de réhabilitation et d'équipement dans les nouvelles écoles à appuyer.</p> <p>R3A3 : Appuyer la mise en œuvre d'une stratégie participative des réhabilitations.</p> <p>R3A4 : Réhabiliter au moins 30 ateliers et/ou 30 salles de travaux pratiques dans 30</p>	<p>À la fin du projet : Au moins 30 ateliers réhabilités dans les nouvelles écoles appuyées. Au moins 80% d'équipements livrés ou réhabilités par le projet sont fonctionnels, utilisés et entretenus. Au moins 60% d'écoles appuyées consomment et renouvellent régulièrement les matières d'œuvre. Nombre d'écoles ayant participé aux réhabilitations.</p>	<p>Rapports d'exécution Rapports annuels du projet. Rapport d'évaluation à mi-parcours.</p>	<p>Les entrepreneurs travaillent dans des conditions minimales de sécurité. Les entrepreneurs sont fiables et solvables. Les fabricants disposent encore</p>

Objectifs et résultats	Activités	Indicateurs de performance	Sources / Moyens de vérification	Hypothèse(s)
	<p>nouvelles écoles retenues.</p> <p>R3A5 : Équiper au moins 30 ateliers et/ou 30 salles de travaux pratiques dans 30 nouvelles écoles.</p> <p>R3A6 : Assurer une supervision professionnelle des réhabilitations et des équipements.</p> <p>R3A7 : Fournir les matières d'œuvre correspondant à l'équipement et nécessaires aux exercices pratiques.</p> <p>R3A8 : Réhabiliter une salle de documentations et une salle de consultation dans chaque nouvelle école appuyée.</p> <p>R3A9 : Installer 3 ordinateurs par nouvelle école appuyée avec connexion Internet (quand cela est possible).</p> <p>R3A10 : Acquérir et distribuer des documents (livres techniques, livres de référence, documentations techniques).</p> <p>R3A11 : Former deux gestionnaires de documentation par nouvelle école appuyée.</p> <p>R3A12 : Former les formateurs à l'utilisation des équipements réhabilités et/ou acquis et à leur maintenance.</p> <p>R3A13 : Assurer un appui minimal aux écoles ayant bénéficié de l'appui de l'AETP1 et 2.</p> <p>R3A14 : Médiatiser les inaugurations des écoles techniques réhabilitées et/ou équipées.</p>	<p>Au moins 80% d'apprenants, bénéficiaires directs, emploient régulièrement les équipements.</p> <p>Au moins 80% de matériels didactiques disponibles sont exploités pédagogiquement.</p> <p>Au moins 60% d'apprenants impliqués dans les nouveaux programmes et disposant de nouveaux matériels trouvent leur environnement scolaire meilleur.</p> <p>Nombre de locaux réhabilités comme salle de documentation et de lecture.</p> <p>Au moins 80% de gestionnaires prévus (relevant des écoles appuyées) sont formés et opérationnels</p>		<p>des pièces de rechange.</p> <p>Le personnel du projet et les contrôleurs de travaux visitent sans contraintes administratives ou militaires les écoles.</p> <p>La collaboration Direction ETFP, UGP et les écoles est opérationnelle.</p> <p>L'eau et l'électricité sont disponibles dans la majorité des écoles.</p>

Objectifs et résultats	Activités	Indicateurs de performance	Sources / Moyens de vérification	Hypothèse(s)
R4 : Le contenu de l'enseignement et de la formation est amélioré dans les 8 filières retenues.	<p>R4A1 : Appuyer l'élaboration des référentiels des métiers et de formation.</p> <p>R4A2 : Appuyer la réforme des programmes de l'ETFP dans les 8 filières retenues.</p> <p>R4A3 : Introduire expérimentalement quelques modules de nouvelles formations pour la rénovation des curricula.</p> <p>R4A4 : Concevoir, acquérir, produire, diffuser et employer des nouveaux matériels didactiques.</p> <p>R4A5 : Assurer la formation des formateurs notamment sur les nouveaux programmes élaborés.</p> <p>R4A6 : Assurer la formation des inspecteurs de l'ETFP pour le suivi de la formation scolaire et l'évaluation des performances.</p> <p>R4A7 : Organiser, suivre et évaluer les stages en entreprise ou auprès de professionnels.</p>	<p>À la fin du projet :</p> <p>Les 8 référentiels des métiers et de formation sont élaborés.</p> <p>Les référentiels validés et remis aux autorités été introduits expérimentalement au moins dans un niveau.</p> <p>Au moins 20 nouveaux matériels didactiques ont été élaborés, acquis ou produits et diffusés.</p> <p>Au moins 300 formateurs des formateurs ont été formés aux nouveaux programmes.</p> <p>Au moins 100 inspecteurs ont été formés.</p> <p>Les programmes scolaires des filières appuyées sont élaborés, distribués et mis en œuvre dans toutes les écoles appuyées par le projet.</p> <p>Existence d'un accord avec l'APEFE ou autres partenaires intervenants dans les formations.</p>	<p>Rapports d'évaluation des formations.</p> <p>Rapports annuels du projet.</p> <p>Rapports d'inspections.</p> <p>Rapport d'évaluation à mi-parcours.</p>	<p>Salaires régulièrement payés et amélioration progressive de leurs montants.</p> <p>Recrutement rigoureux.</p> <p>Recyclage valorisant pour la carrière.</p> <p>Réactivation des primes des Inspecteurs.</p> <p>Formation technique et pédagogique initiale renforcée.</p>
R5 : L'adéquation entre la formation et l'emploi est améliorée.	<p>R5A1 : Appuyer la réalisation d'une étude sous-sectorielle en vue (i) d'analyser les besoins en main-d'œuvre qualifiée des entreprises locales par province, (ii) identifier les nouveaux besoins de formation, (iii) établir une base de données sur le contexte économique de chaque province et (iv) déterminer les filières prioritaires par province.</p> <p>R5A2 : Installer et former une unité « Formation-Emploi » dans chaque province éducationnelle et la placer sous la</p>	<p>L'unité « Formation-Emploi » est installée et elle est opérationnelle dans l'école appuyée de chaque province éducationnelle.</p> <p>Les besoins en formations diverses sont analysés et identifiés.</p> <p>les programmes référentialisés sont expérimentés sur un niveau au moins.</p> <p>Au moins 4 « Journées des métiers » ont été organisées dans 80% des écoles appuyées.</p> <p>Au moins 4 visites d'entreprises ont été</p>	<p>Rapports annuels des unités "Formation - Emploi".</p> <p>Rapports annuels du projet.</p> <p>Conclusions et recommandations en vue d'améliorer l'adéquation formation-emploi.</p> <p>Rapport d'évaluation à mi-parcours.</p> <p>Rapports d'activités et</p>	<p>Accroissement de la demande en main-d'œuvre qualifiée.</p> <p>Sensibilisation permanente parmi les acteurs principaux de l'adéquation formation/emploi</p> <p>i</p> <p>Acceptation des</p>

Objectifs et résultats	Activités	Indicateurs de performance	Sources / Moyens de vérification	Hypothèse(s)
	<p>responsabilité du Proved.</p> <p>R5A3 : Appuyer les unités « formation-emploi » dans leurs interventions au niveau des écoles (animations).</p> <p>R5A4 : Organiser des « Journées des métiers » pour faire découvrir aux apprenants les débouchés offerts par leur formation grâce à la collaboration d'entrepreneurs</p> <p>R5A5 : Organiser des visites d'entreprises.</p> <p>R5A6 : Informer et impliquer les opérateurs économiques dans les formations.</p>	<p>organisées par école appuyée.</p> <p>Au moins 4 interventions dans la formation par des entrepreneurs /artisans ont été réalisées dans 80% des écoles appuyées.</p> <p>Au moins 20 contacts avec les opérateurs économiques ont été établis.</p>	<p>données statistiques tenus par les écoles</p>	<p>écoles concernées comme base à l'expérimentation des curricula à rénover.</p>
<p>R6 : La gestion des écoles est améliorée</p>	<p>R6A1 : Former les gestionnaires des écoles à appuyer aux activités génératrices de revenus et à la gestion transparente.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un contrat de gestion est signé avec chaque école appuyée • Les gestionnaires de l'école appuyée sont formés à la gestion. • Dans les écoles appuyées une gestion transparente est instaurée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrats de gestion signés avec les écoles appuyées • Rapports des sessions de formation des gestionnaires des écoles appuyées. • Rapports financiers des écoles. • Rapports administratifs des écoles. 	<p>Viabilité minimale économique et technique des ateliers</p> <p>Bonne gestion initiale des rentrées financières</p>

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC0710311

Project Title : **Appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle en RDC**

Budget Version : **C04**

Year to month : **31/12/2012**

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2011	2012				Total	Total Exp.	Balance	% E)
				Q1	Q2	Q3	Q4				
A AMÉLIORER LA QUALITÉ DE		4.073.549,48	1.310.066,50	179.824,00	212.048,22	244.447,20	233.388,80	869.708,22	2.179.774,73	1.893.774,75	5
01 La gestion stratégique et		646.607,25	435.067,70	24.643,97	35.068,22	59.210,96	53.791,61	172.714,76	607.782,47	38.824,78	9
01 Élaborer une carte scolaire	REGIE	60.000,00	33.963,86			447,98	5.701,83	6.149,82	40.113,68	19.886,32	6
02 Réaliser une 'analyse des	REGIE	33.000,00	30.713,10	76,49		278,10	2.686,85	3.041,44	33.754,54	-754,54	10
03 Améliorer les conditions de	REGIE	160.276,37	114.541,16	16.782,31	15.515,46	6.437,44	13.224,20	51.959,41	166.500,57	-6.224,20	10
04 Appui / Consommables	REGIE	14.406,00	9.002,77	1.193,60	1.604,89	1.758,62	6.009,91	10.567,03	19.569,80	-5.163,80	13
05 Mettre en œuvre un	REGIE	194.775,06	145.072,02	3.550,25	1.460,24	16.886,76	16.599,86	38.497,11	183.569,13	11.205,93	9
06 Appuyer le SIGE (EMIS)	REGIE	145.000,00	79.606,44	1.355,01	16.487,63	33.402,05	6.334,72	57.579,42	137.185,86	7.814,14	9
07 Appuyer l'élaboration d'une	REGIE	33.854,66	22.168,35	1.686,31			739,23	2.425,54	24.593,89	9.260,77	7
08 Missions Internationales	REGIE	5.295,16	0,00				2.495,00	2.495,00	2.495,00	2.800,16	4
02 L'image des filières		165.001,00	62.324,68	4.546,06	6.705,97	18.826,07	9.089,23	39.167,33	101.492,01	53.508,99	6
01 Appuyer la rédaction, la	REGIE	20.001,00	7.004,52	600,00	1.929,35	4.998,95	461,16	7.989,46	14.993,98	5.007,02	7
02 Mener une campagne	REGIE	135.000,00	55.320,16	3.946,06	4.776,61	13.827,13	8.628,07	31.177,87	86.498,03	48.501,97	6
03 Les ateliers, les salles de		2.435.351,91	227.034,24	117.402,82	153.981,16	157.881,79	138.402,60	567.668,37	794.702,62	1.640.649,29	3
01 Sélection de 30 nouvelles	REGIE	15.000,00	14.620,82	274,04	0,00		969,72	1.243,76	15.864,58	-864,58	10
02 Identifier les besoins en	REGIE	20.424,00	19.994,49		384,90			384,90	20.379,39	44,61	10

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC0710311

Project Title : **Appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle en RDC**

Budget Version : **C04**

Year to month : 31/12/2012

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosed closing**

	Status	Fin Mode	Amount	2012					Total	Total Exp.	Balance	% Ex
				2011	Q1	Q2	Q3	Q4				
04 Réhabiliter au moins 30		REGIE	275.000,00	34.534,51	94.700,30	76.694,87	18.362,87	52.460,50	242.218,54	276.753,06	-1.753,05	10
05 Équiper au moins 30		REGIE	1.600.000,00	25.408,44	12.951,09	16.668,94	43.016,35	67.898,06	140.534,44	165.942,88	1.434.057,12	1
06 Fournir les matières		REGIE	45.000,00	3.749,67		236,35	615,27		851,62	4.601,29	40.398,71	1
07 Réhabiliter une salle de		REGIE	150.000,00	0,00	5.753,54	48.820,15	86.197,52	15.867,93	156.639,14	156.639,14	-6.639,14	10
08 Installer 3 ordinateurs par		REGIE	101.500,00	95.963,81	1.874,39	3.207,62			5.082,01	101.046,82	454,18	10
09 Acquérir et distribuer des		REGIE	90.000,00	10.359,13		149,00	79,50	388,59	617,09	10.976,22	79.023,78	1
10 Former deux gestionnaires		REGIE	44.681,00	1.442,08			9.570,03		9.570,03	11.012,11	33.668,89	2
11 Former les formateurs à		REGIE	50.000,00	972,95			40,25		40,25	1.013,20	48.986,80	
12 Assurer un appui minimal		REGIE	21.246,91	9.856,26	571,32	7.819,32			8.390,65	18.246,91	3.000,00	8
13 Médiatiser les inaugurations		REGIE	7.500,00	245,12						245,12	7.254,88	
04 Le contenu de			577.303,32	387.974,37	32.805,17	8.523,18	6.983,08	32.035,16	80.346,59	468.320,95	108.982,37	8
01 Appuyer l'élaboration des		REGIE	97.484,00	97.483,87						97.483,87	0,13	10
02 Appuyer la réforme des		REGIE	200.000,00	75.014,22	15.771,83	5.621,11	4.661,55	26.286,47	52.340,96	127.355,18	72.644,82	6
03 Eude visant les		REGIE	20.000,00	1.232,64	382,32	882,32		3.772,66	5.037,30	6.269,94	13.730,06	3
04 Formation sur l'intégration		REGIE	20.000,00	1.386,89	651,23	425,95	2.321,53	390,00	3.788,70	5.175,59	14.824,41	2
05 Introduire		REGIE	1.385,04	1.173,68				775,14	775,14	1.948,82	-563,78	14
06 Concevoir, acquérir,		REGIE	32.154,00	32.365,04						32.365,04	-211,04	10
		REGIE	6.000.000,00	2.374.114,60	321.416,10	350.885,62	359.178,80	349.028,98	1.380.509,50	3.754.624,12	2.245.375,88	63
		COGEST										
		TOTAL	6.000.000,00	2.374.114,60	321.416,10	350.885,62	359.178,80	349.028,98	1.380.509,50	3.754.624,12	2.245.375,88	63



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC0710311

Project Title : **Appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle en RDC**

Budget Version : **C04**

Year to month : 31/12/2012

Currency : **EUR**

YtM :

Report includes all closed transactions until the end date of the chosed closing

	Status	Fin Mode	Amount	2012					Total	Total Exp.	Balance	% E
				2011	Q1	Q2	Q3	Q4				
07 Assurer la formation des		REGIE	146.451,28	128.857,69	15.999,79	1.593,80			17.593,59	146.451,28	0,00	10
08 Assurer la formation des		REGIE	47.829,00	47.828,62						47.828,62	0,38	10
09 Organiser, suivre et évaluer		REGIE	12.000,00	2.631,72				810,89	810,89	3.442,61	8.557,39	2
05 L'adéquation entre la			258.745,00	197.124,48	425,98	7.769,70	1.545,30	70,20	9.811,17	206.935,65	51.809,35	8
01 une étude sous-sectorielle		REGIE	52.745,00	52.745,16						52.745,16	-0,16	10
02 Installer et former une unité		REGIE	60.000,00	58.876,65						58.876,65	1.123,35	9
03 Appuyer cette unité dans		REGIE	90.000,00	85.241,46	361,23	1.542,93	262,42		2.166,58	87.408,04	2.591,96	9
04 Organiser des « Journées		REGIE	36.000,00	191,77	64,75	6.226,77	1.282,88		7.574,39	7.766,16	28.233,84	2
05 Organiser des visites		REGIE	12.000,00	0,00				70,20	70,20	70,20	11.929,80	
06 Informer et impliquer les		REGIE	8.000,00	69,44						69,44	7.930,56	
06 Les écoles appuyées			541,00	541,03						541,03	-0,03	10
01 Former les gestionnaires		REGIE	541,00	541,03						541,03	-0,03	10
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE			23.079,00	0,00						0,00	23.079,00	
01 Réserve budgétaire			23.079,00	0,00						0,00	23.079,00	
01 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	23.079,00	0,00						0,00	23.079,00	
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.903.371,52	1.064.048,10	141.592,10	138.837,40	114.731,60	115.640,18	510.801,28	1.574.849,39	328.522,13	8
01 Frais de personnel			1.498.513,73	824.201,81	104.153,94	98.390,49	88.352,50	95.094,03	385.990,96	1.210.192,78	288.320,95	8
		REGIE	6.000.000,00	2.374.114,60	321.416,10	350.885,62	359.178,80	349.028,98	1.380.509,50	3.754.624,12	2.245.375,88	63
		COGEST										
		TOTAL	6.000.000,00	2.374.114,60	321.416,10	350.885,62	359.178,80	349.028,98	1.380.509,50	3.754.624,12	2.245.375,88	63



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC0710311

Project Title : **Appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle en RDC**

Budget Version : **C04** Year to month : **31/12/2012**

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2011	2012				Total	Total Exp.	Balance	% Ex
				Q1	Q2	Q3	Q4				
01 Assistance technique	REGIE	835.725,00	480.410,12	55.580,03	64.915,69	54.806,95	56.784,61	232.087,28	712.497,40	123.227,60	8
02 Staff national	REGIE	578.352,00	272.787,83	36.379,09	33.474,80	33.545,55	38.309,42	141.708,87	414.496,70	163.855,30	7
03 Ressources financières et	REGIE	84.436,73	71.003,86	12.194,82				12.194,82	83.198,68	1.238,05	9
02 Investissements		78.308,80	102.800,38		-30.485,94		-4.550,92	-35.036,86	67.763,52	10.545,28	8
01 Véhicules	REGIE	42.430,80	67.001,37		-30.485,94		-4.550,92	-35.036,86	31.964,51	10.466,29	7
02 Equipement bureau	REGIE	21.804,00	21.724,70						21.724,70	79,30	10
03 Equipement IT + data	REGIE	14.074,00	14.074,31						14.074,31	-0,31	10
03 Frais de fonctionnement		180.789,17	102.606,39	15.199,06	19.255,98	18.958,30	22.110,28	75.523,62	178.130,01	2.659,16	9
01 Consommables UGP	REGIE	27.332,15	19.193,77	2.504,13	2.400,56	3.233,68	1.010,37	9.148,75	28.342,52	-1.010,37	10
02 Carburant + entretien de 3	REGIE	42.932,28	33.377,74	3.446,33	2.787,15	3.321,06	4.813,29	14.367,83	47.745,57	-4.813,29	11
03 Télécommunications	REGIE	21.922,45	16.236,59	2.186,32	1.766,26	2.877,04	291,76	7.121,38	23.357,97	-1.435,52	10
04 Télécommunications	REGIE	9.600,00	1.708,55	1.094,24		884,01	1.748,51	3.726,77	5.435,32	4.164,68	5
05 Autres frais de	REGIE	79.002,29	32.089,74	5.968,04	12.302,02	8.642,50	14.246,34	41.158,89	73.248,63	5.753,66	9
04 Audit et Suivi et Evaluation		145.098,82	33.814,72	22.991,41	51.676,87	7.420,80	2.986,79	85.075,87	118.890,59	26.208,23	8
01 Frais de suivi du projet par	REGIE	71.098,82	33.814,72	15.359,93	10.416,36	4.578,03	2.572,68	32.927,00	66.741,72	4.357,10	9
02 Evaluations externes (à mi-	REGIE	60.000,00	0,00	7.631,48	41.260,51	2.842,77	414,11	52.148,87	52.148,87	7.851,13	8
03 Audit local	REGIE	14.000,00	0,00						0,00	14.000,00	
	REGIE	6.000.000,00	2.374.114,60	321.416,10	350.885,62	359.178,80	349.028,98	1.380.509,50	3.754.624,12	2.245.375,88	63
	COGEST										
	TOTAL	6.000.000,00	2.374.114,60	321.416,10	350.885,62	359.178,80	349.028,98	1.380.509,50	3.754.624,12	2.245.375,88	63



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC0710311

Project Title : **Appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle en RDC**

Budget Version : **C04** Year to month : **31/12/2012**

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2011	2012				Total	Total Exp.	Balance	% Ex
				Q1	Q2	Q3	Q4				
01 Assistance technique	REGIE	835.725,00	480.410,12	55.580,03	64.915,69	54.806,95	56.784,61	232.087,28	712.497,40	123.227,60	8
02 Staff national	REGIE	578.352,00	272.787,83	96.379,09	33.474,80	33.545,55	38.309,42	141.708,87	414.496,70	163.855,30	7
03 Ressources financières et	REGIE	84.436,73	71.003,86	12.194,82				12.194,82	83.198,68	1.238,05	9
02 Investissements		78.308,80	102.800,38		-30.485,94		-4.550,92	-35.036,86	67.763,52	10.545,28	8
01 Véhicules	REGIE	42.430,80	67.001,37		-30.485,94		-4.550,92	-35.036,86	31.964,51	10.466,29	7
02 Equipement bureau	REGIE	21.804,00	21.724,70						21.724,70	79,30	10
03 Equipement IT + data	REGIE	14.074,00	14.074,31						14.074,31	-0,31	10
03 Frais de fonctionnement		180.789,17	102.606,39	15.199,06	19.255,98	18.958,30	22.110,28	75.523,62	178.130,01	2.659,16	9
01 Consommables UGP	REGIE	27.332,16	19.193,77	2.504,13	2.400,56	3.233,68	1.010,37	9.148,75	28.342,52	-1.010,37	10
02 Carburant + entretien de 3	REGIE	42.932,28	33.377,74	3.446,33	2.787,15	3.321,06	4.813,29	14.367,83	47.745,57	-4.813,29	11
03 Télécommunications	REGIE	21.922,45	16.236,59	2.186,32	1.766,26	2.877,04	291,76	7.121,38	23.357,97	-1.435,52	10
04 Télécommunications	REGIE	9.600,00	1.708,55	1.094,24		884,01	1.748,51	3.726,77	5.435,32	4.164,68	5
05 Autres frais de	REGIE	79.002,29	32.089,74	5.968,04	12.302,02	8.642,50	14.246,34	41.158,89	73.248,63	5.753,66	9
04 Audit et Suivi et Evaluation		145.098,82	33.814,72	22.991,41	51.676,87	7.420,80	2.986,79	85.075,87	118.890,59	26.208,23	8
01 Frais de suivi du projet par	REGIE	71.098,82	33.814,72	15.359,93	10.416,36	4.578,03	2.572,68	32.927,00	66.741,72	4.357,10	9
02 Evaluations externes (à mi-	REGIE	60.000,00	0,00	7.631,48	41.260,51	2.842,77	414,11	52.148,87	52.148,87	7.851,13	8
03 Audit local	REGIE	14.000,00	0,00						0,00	14.000,00	
	REGIE	6.000.000,00	2.374.114,60	321.416,10	350.885,62	359.178,80	349.028,98	1.380.509,50	3.754.624,12	2.245.375,88	63
	COGEST										
	TOTAL	6.000.000,00	2.374.114,60	321.416,10	350.885,62	359.178,80	349.028,98	1.380.509,50	3.754.624,12	2.245.375,88	63

